



ENQUÊTE SDIS 2006



1. Indications générales sur l'enquête 2006
2. Analyse des dépenses et recettes des SDIS au BP 2006
3. Analyse prospective des dépenses et recettes des SDIS de 2006 à 2009.
4. Les ressources humaines des SDIS (SPP et PATS)
5. Les sapeurs pompiers volontaires
6. L'organisation territoriale des SDIS
7. Conclusions



Assemblée des
DEPARTEMENTS
DE FRANCE



INDICATIONS GENERALES SUR L'ENQUÊTE 2006

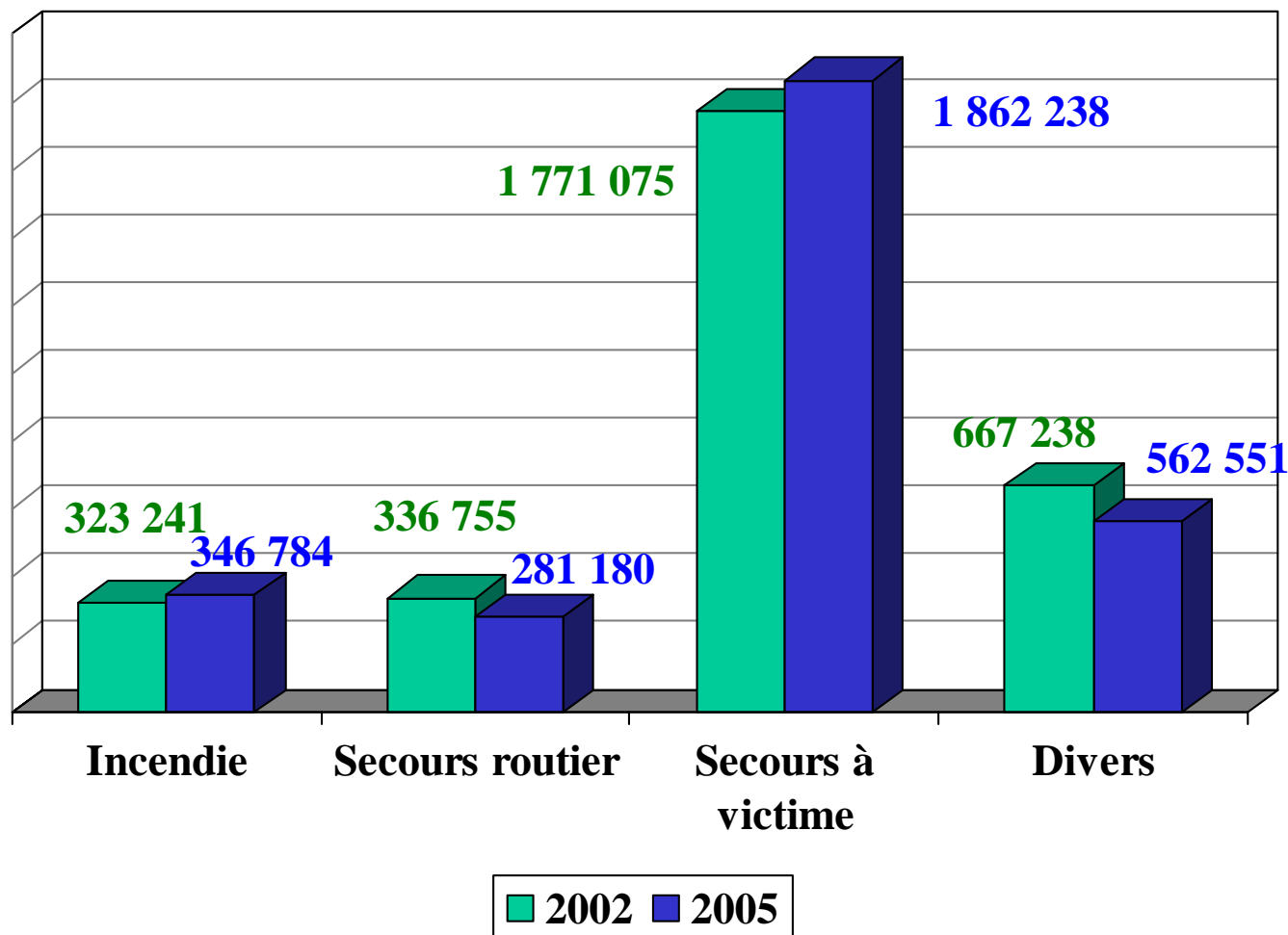
- Deux ans après la Loi de Modernisation de la Sécurité Civile, quatre ans après la départementalisation et dix ans après la création des SDIS, les conseils généraux souhaitent avoir une visibilité des nouveaux impacts législatifs et réglementaires sur les budgets des SDIS, les effets sur leur contribution et leur évolution prospective.
- L'enquête sous forme de questionnaire conduite auprès des SDIS, et exploitée par un cabinet conseil spécialisé dans le domaine des SDIS, doit notamment permettre d'appréhender les évolutions prévisionnelles des dépenses des SDIS.

Succès de l'enquête avec 87 réponses de SDIS représentant 95,09% de la population DGF 2005

Nombre de Départements	Population INSEE 1999	Population DGF 2005	Population Touristique
96*	53 221 396	56 692 440	62 892 826
87	50 635 886	53 909 020	59 565 535
%	95,14	95,09	94,71

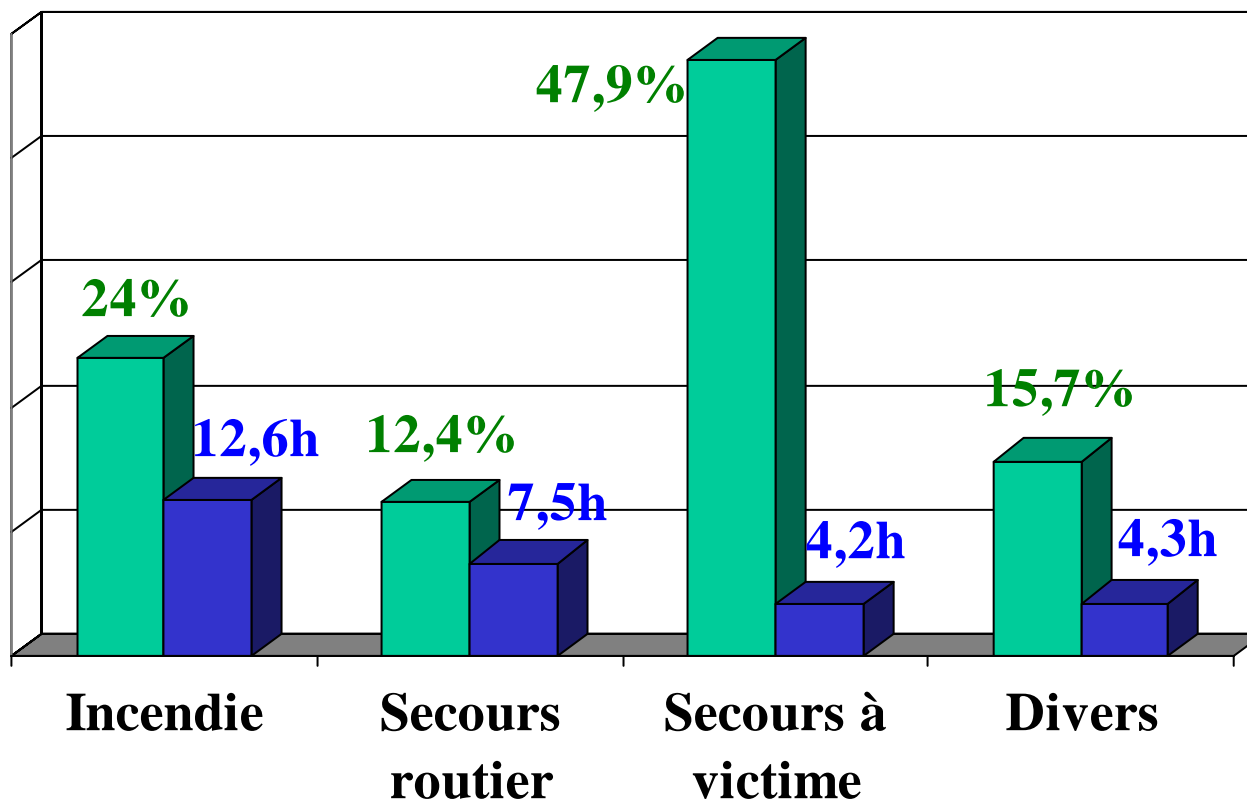
*Hors BSPP et BMPM

- L'Assemblée des Départements de France remercie les SDIS pour leur coopération sur cette étude.
- L'Assemblée des Départements de France remercie également la DDSC qui a bien voulu partager les nombreuses données dont elle dispose.



*Hors BSPP et BPPM

**28 SDIS pour lesquels la donnée de durée d'intervention est disponible.



■ Part en durée** ■ Durée moyen. d'intervention**

*Hors BSPP et BPPM

**28 SDIS pour lesquels la donnée de durée d'intervention est disponible.

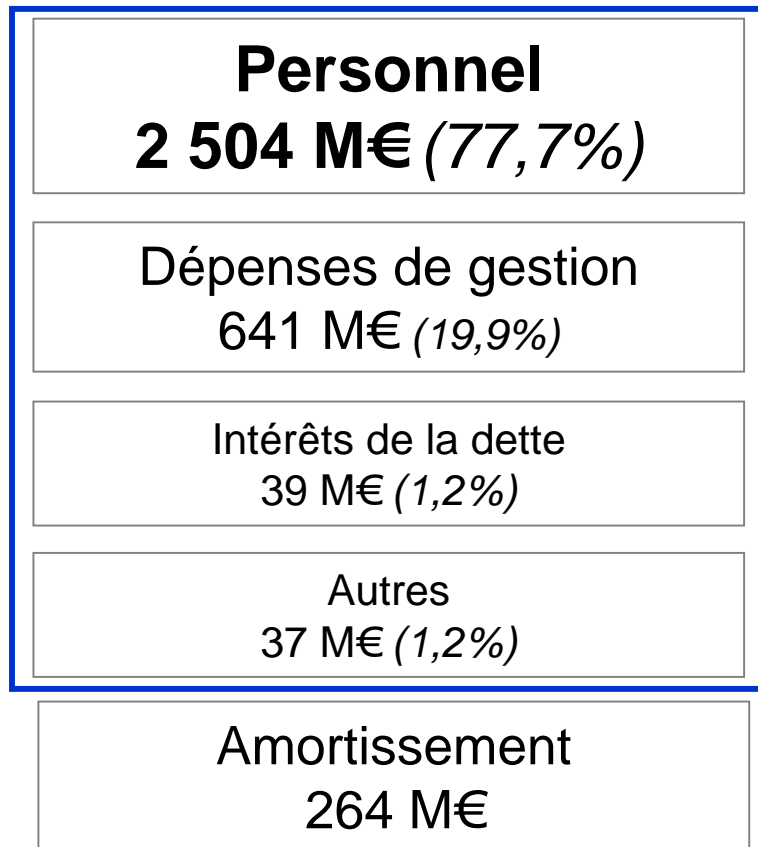


ANALYSE DES DEPENSES ET DES RECETTES DES SDIS AU BP 2006

Structure générale de la section de fonctionnement BP 2006*

* 87 SDIS

3 222 M€ en dépenses



Reprise de résultat N-1
148 M€

Conseils généraux
1 738 M€ (50,8%)

Communes & EPCI
1 556 M€ (45,8%)

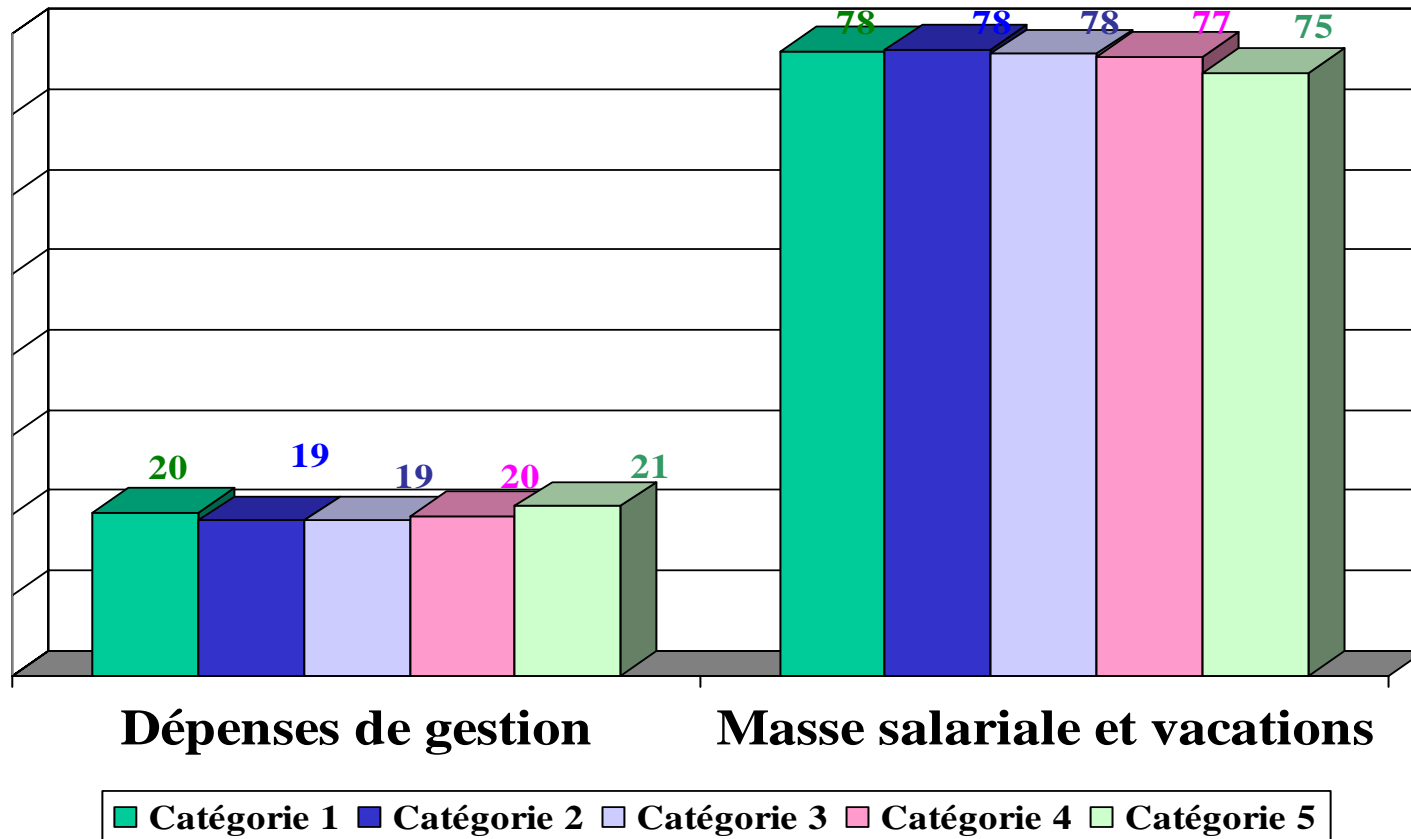
Autres recettes
116 M€ (3,4%)

3 420 M€ en recettes

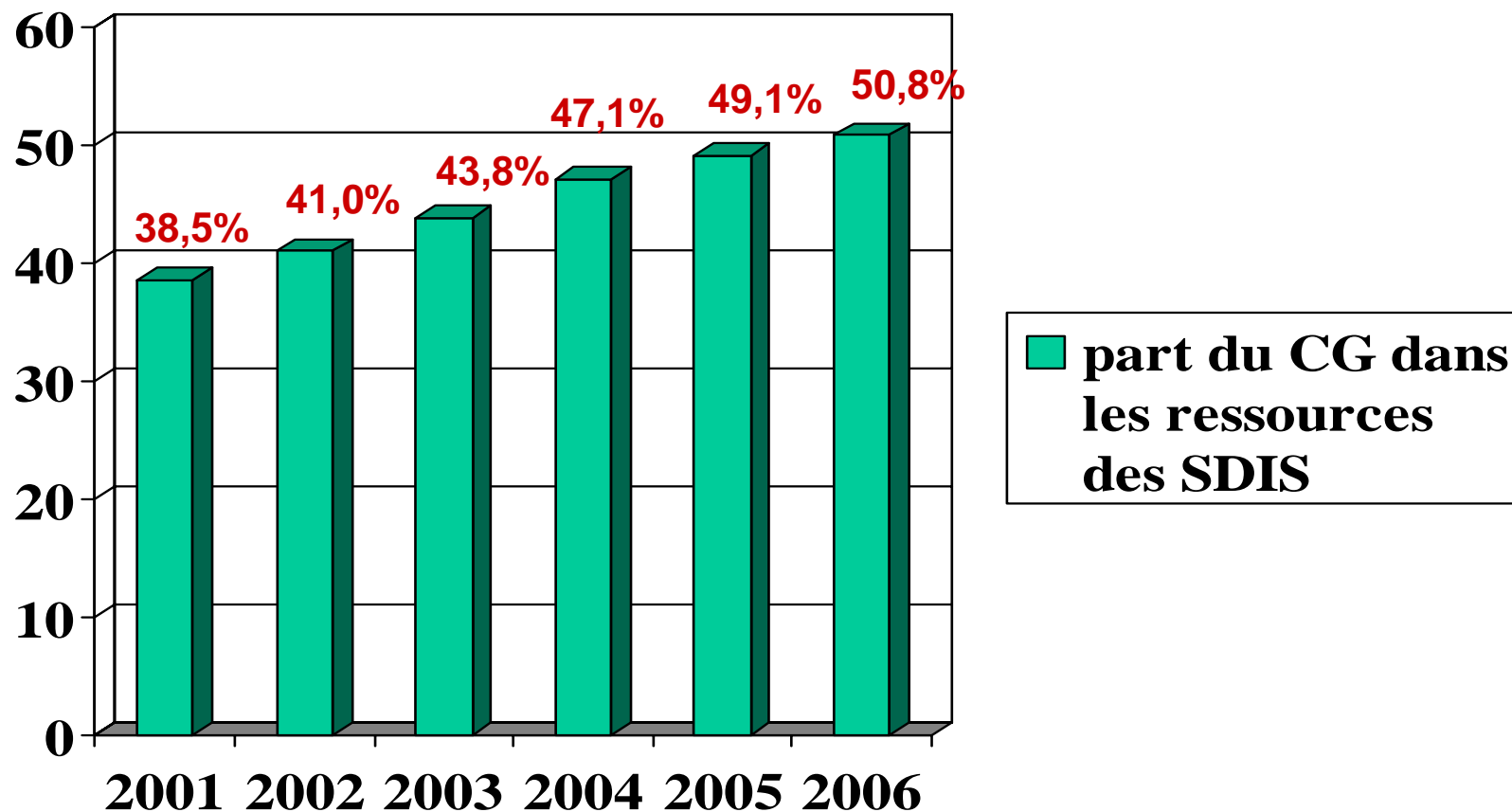
3.420 M€ de recettes et 3.222 M€ de dépenses, soit un résultat de gestion +198 M€

Les dépenses de fonctionnement (en % des DRF)

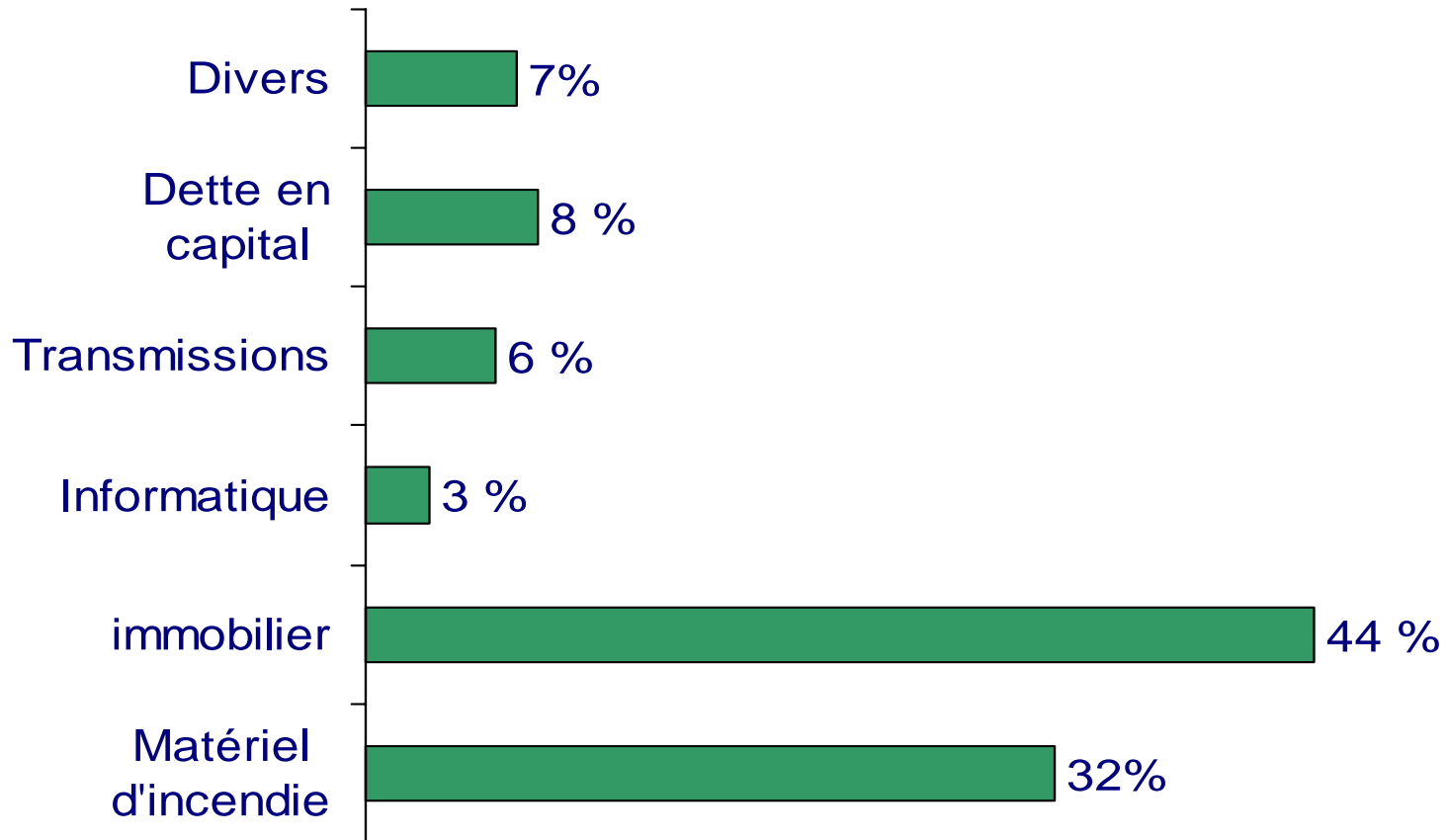
10



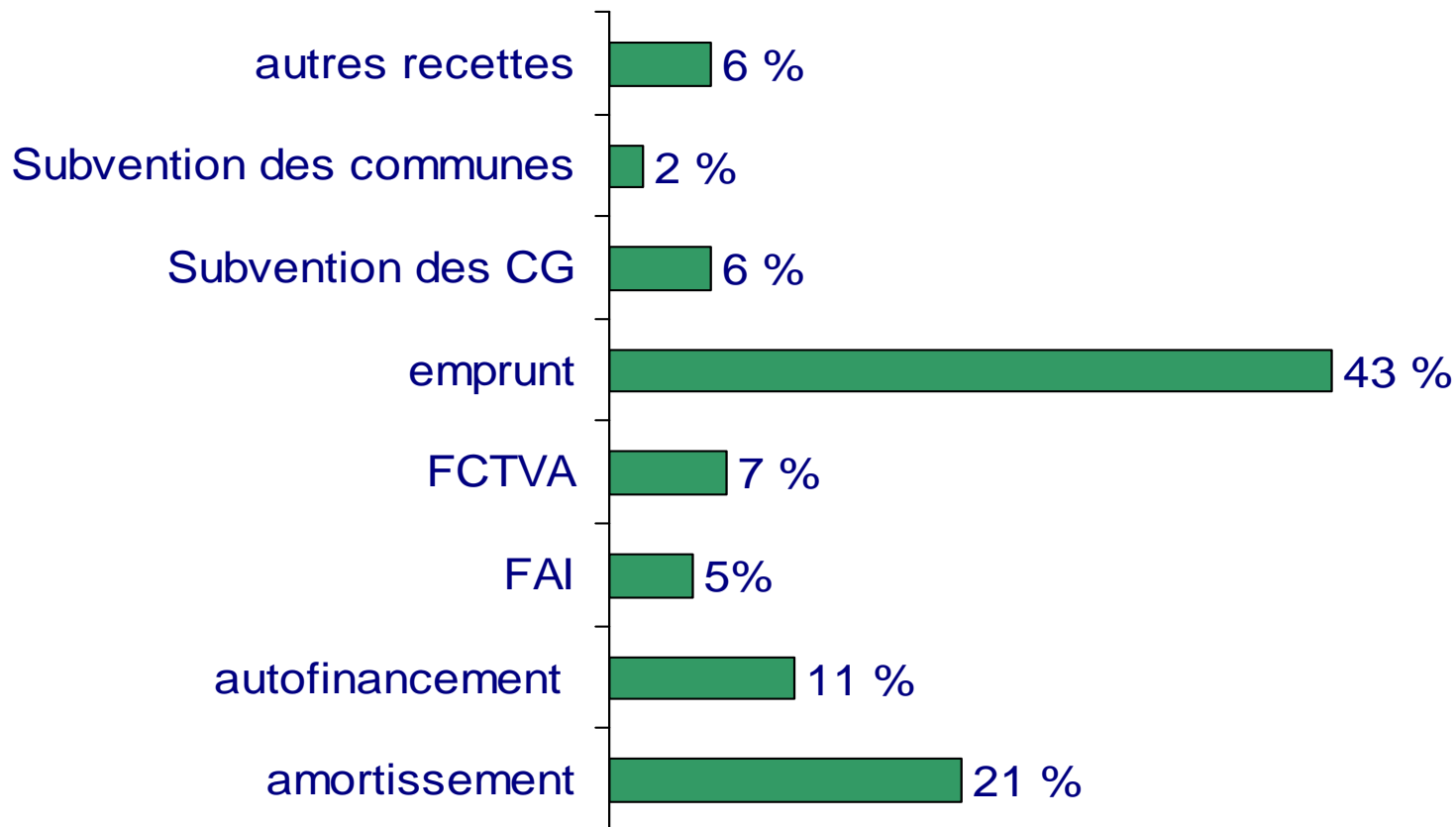
➤ Une structure de dépenses très homogène au niveau national.



- Les Conseils Généraux deviennent majoritaires dans le financement des SDIS en 2006.

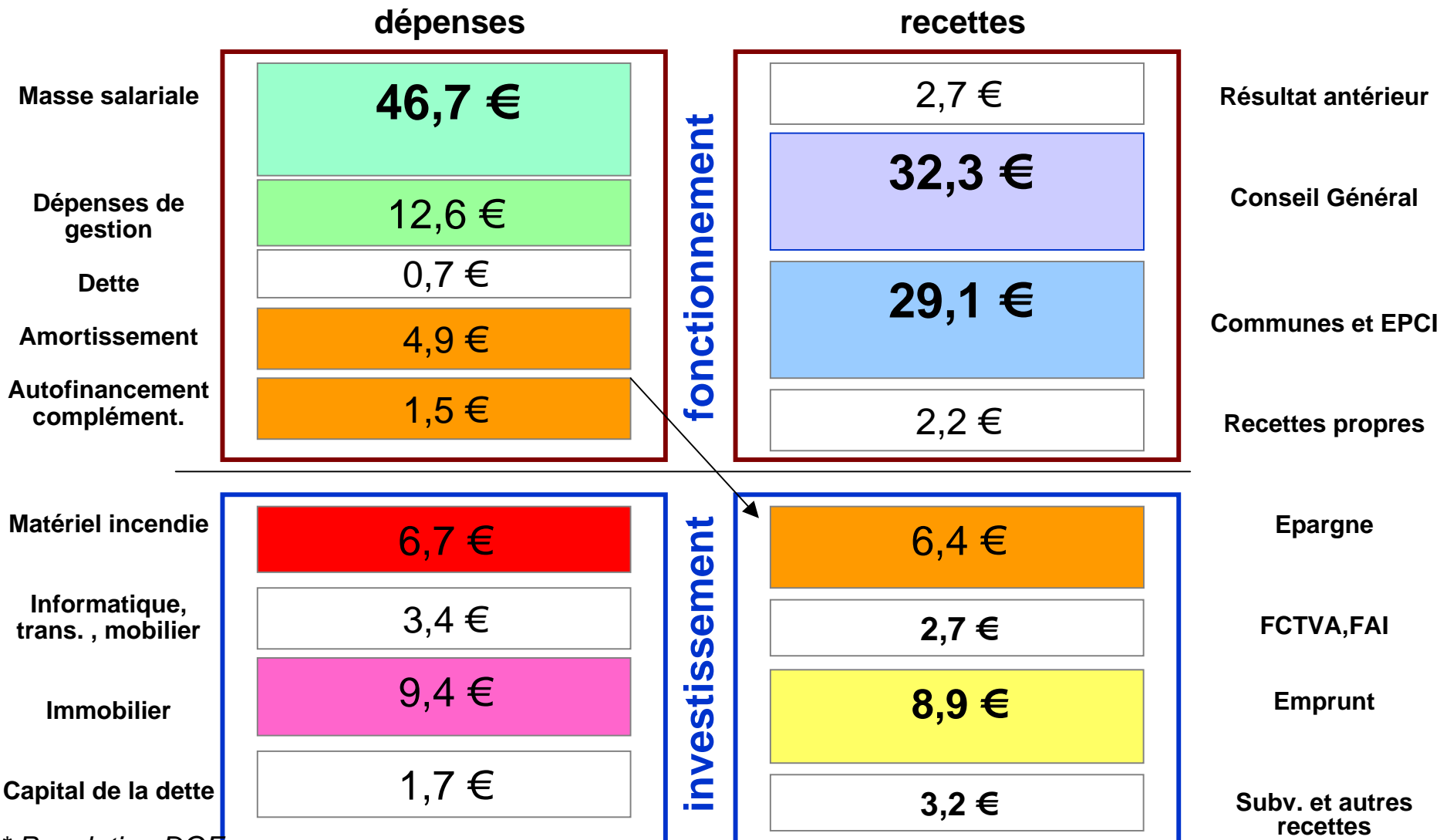


- Le volume des dépenses d'investissement budgétées est de 1 294 M€ avec une part croissante de l'immobilier.



- Pour 9 SDIS, les conseils généraux interviennent en subvention d'investissement en plus de leur contribution annuelle. De même les communes et EPCI sont parfois appelées en subvention.
- La question des investissements immobiliers devient majeure dans les programmes d'investissement des SDIS (donc les modalités de leurs financements).

Le « budget type » du SDIS en 2006 : 60 € de DRF par habitant*



* Population DGF



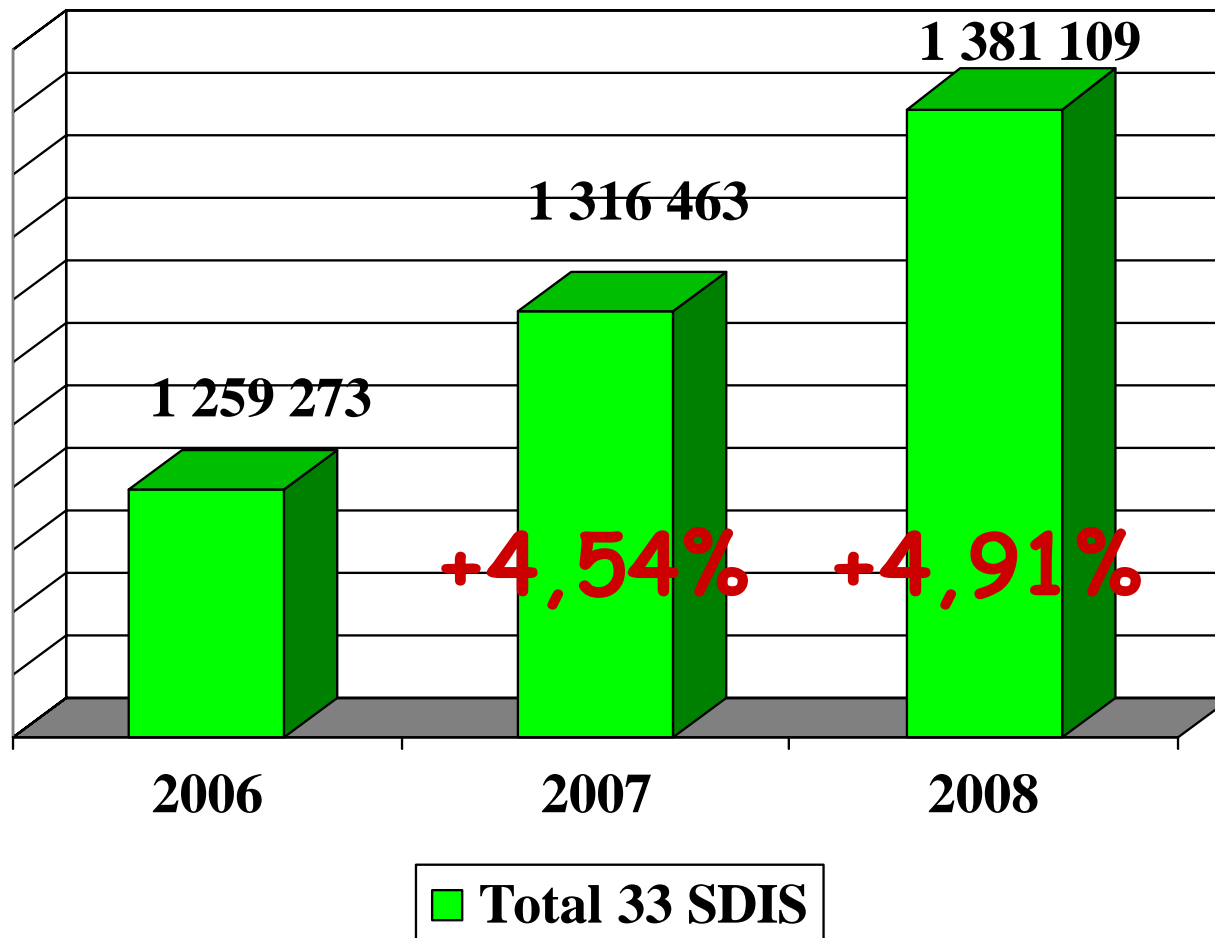
LA PROSPECTIVE DES DEPENSES ET DES RECETTES DES SDIS

2006 - 2009

- Sur les 87 SDIS ayant participé à l'enquête, 33 ont été en mesure de fournir des données financières pluriannuelles (soit 37,9% du panel), dont 29 ont déjà signé une convention pluriannuelle avec le Conseil général.

DRF en k€*	2006	2007	2008
Total 33 SDIS	1 259 273	1 316 463	1 381 109
Évolution prévue	-	+4,54%	+4,91%

**Seuls les SDIS ayant répondu pour les 3 années sont ici pris en compte, soit 33.
Compte-tenu du nombre peu représentatif de SDIS, le détail par catégorie n'est pas repris.*



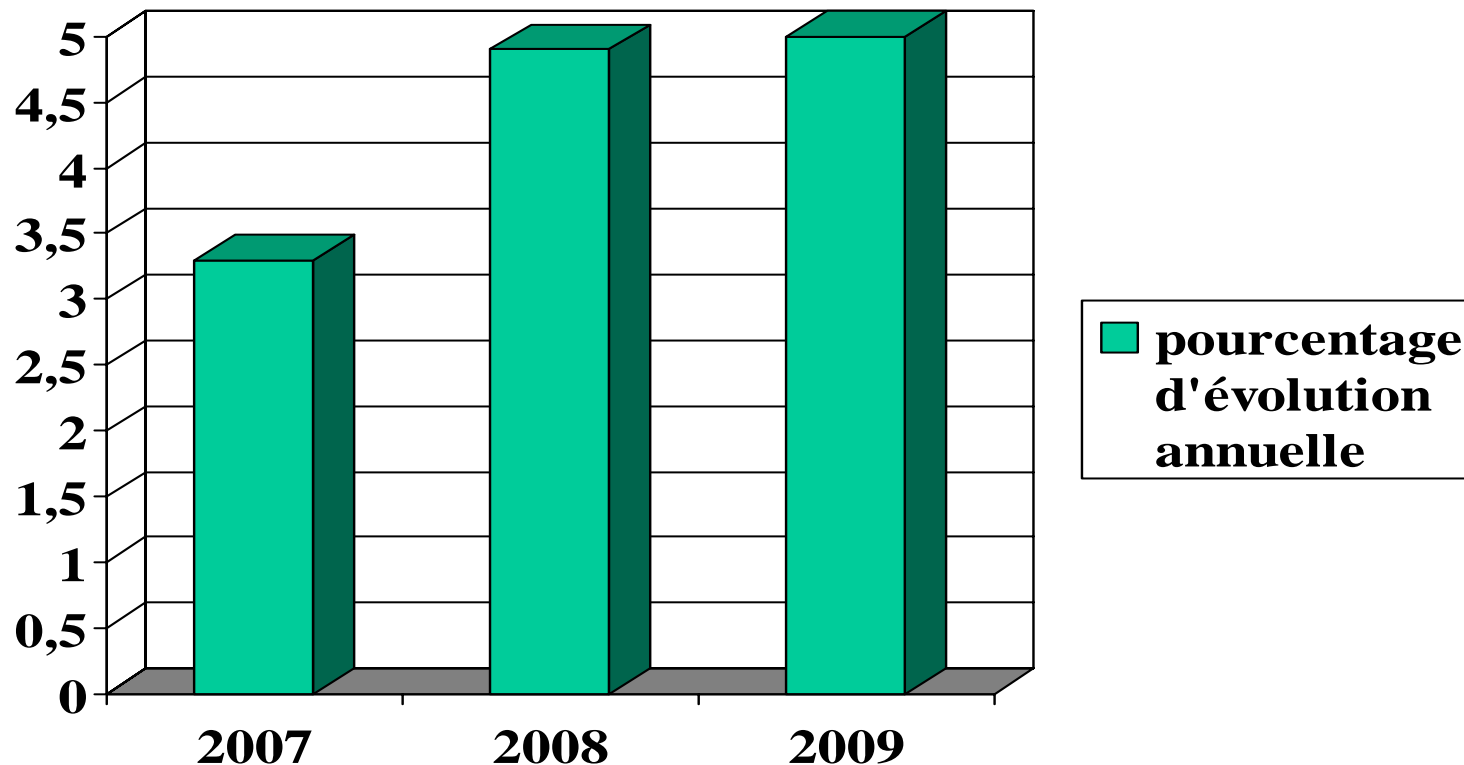
**Seuls les SDIS ayant répondu pour les 3 années sont ici pris en compte, soit 33.
Compte-tenu du nombre de SDIS, le détail par catégorie n'est pas repris.*

- Sur les 19 SDIS ayant renseigné leurs dépenses et recettes de 2006 à 2009, 15 ont signé une convention avec le Conseil Général.

DRF en k€*	2006	2007	2008	2009
Total 19 SDIS	778 352	805 141	845 226	887 715
Évolution / an	-	+3,3%	+4,9%	+5,0%

* Seuls les SDIS ayant répondu pour les 3 années sont ici pris en compte, soit 19, Compte-tenu du nombre peu représentatif de SDIS, le détail par catégorie n'est pas repris.

- Pour les 19 SDIS qui font de la prospective jusqu'en 2009, les évolutions sont voisines.



en k€*	2006	2007	2008
Total 33 SDIS	100 670	110 439	122 326
évolution	-	+9,7%	+10,8%

* Seuls les SDIS ayant répondu pour les 3 années sont ici pris en compte, soit 33.

- Le volume total des dépenses d'amortissement s'élève à 8,37% des dépenses totales de fonctionnement budgétées en 2006 mais avec un niveau très variable d'un département à l'autre.
- Manifestement, certains départements ont interrompu ou revu leurs procédures d'amortissement au moment du passage en M61 (2004).

RRF en K€*	2006	2007	2008
Total 33 SDIS	1 350 507	1 401 949	1 445 363

Dont contribution du CG en K€*	2006	2007	2008
Total 33 SDIS	644 335	686 948	1 367 055
Part des RRF en %	47,9%	48,9%	96,8%
Évolution annuelle	-	+ 6,6%	*

* En 2008, il n'y aura plus de contribution de la part des communes et EPCI. Ceci explique l'augmentation des contributions des Conseils Généraux, notamment entre 2007 et 2008.

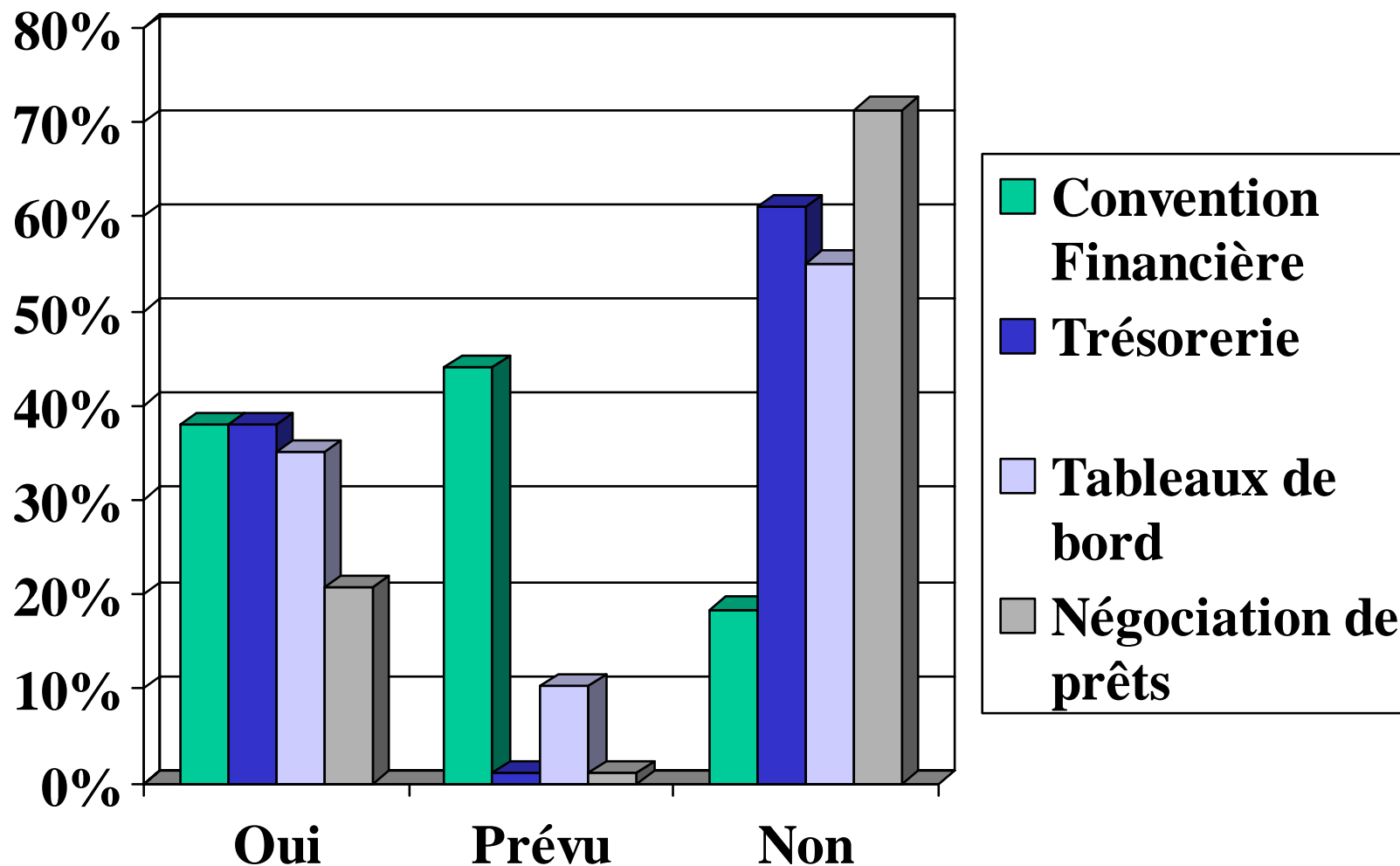
- Pour les 19 SDIS qui ont répondu jusqu'en 2009, l'évolution prévue entre 2008 et 2009 est de +7%.

- Les dépenses d'investissement des SDIS devraient croître en volume de +5% entre 2006 et 2008.
- La structure de la dépense resterait quasiment identique à celle observée au BP 2006 avec :
 - ✓ part croissante de l'immobilier (de 42% à 47% des dépenses),
 - ✓ matériel incendie globalement constant autour de 30%,
 - ✓ une annuité de dette en capital qui pourrait passer de 7 à 10% des dépenses.

Les recettes d'investissement des 33 SDIS

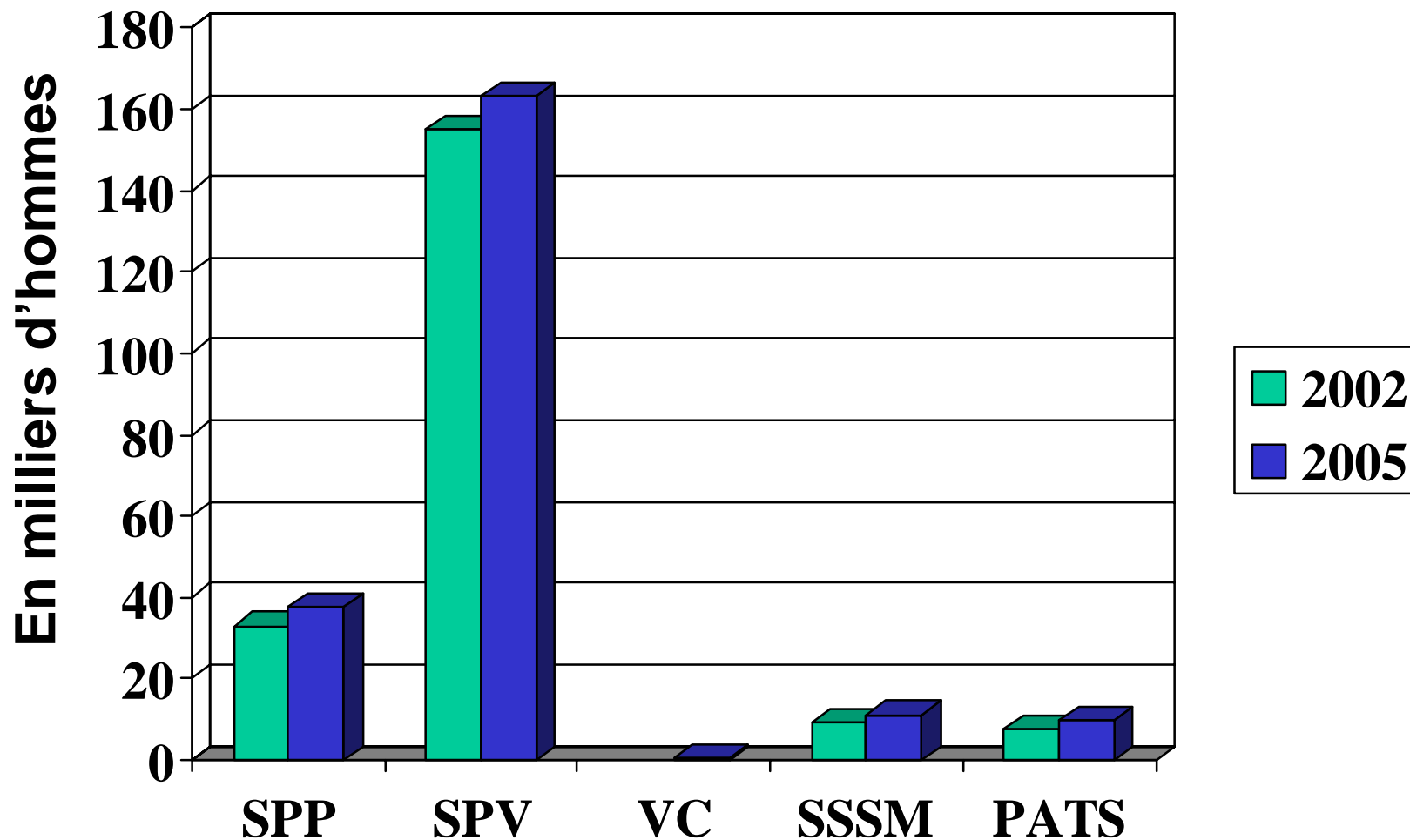
- Les recettes d'investissement vont être pour partie « sécurisées » avec la montée en puissance des recettes d'amortissement.
- Pour autant les SDIS vont continuer à recourir à l'emprunt, surtout pour financer les opérations immobilières. L'emprunt devrait atteindre 47% des recettes prévues par les SDIS pour 2008 et 2009.

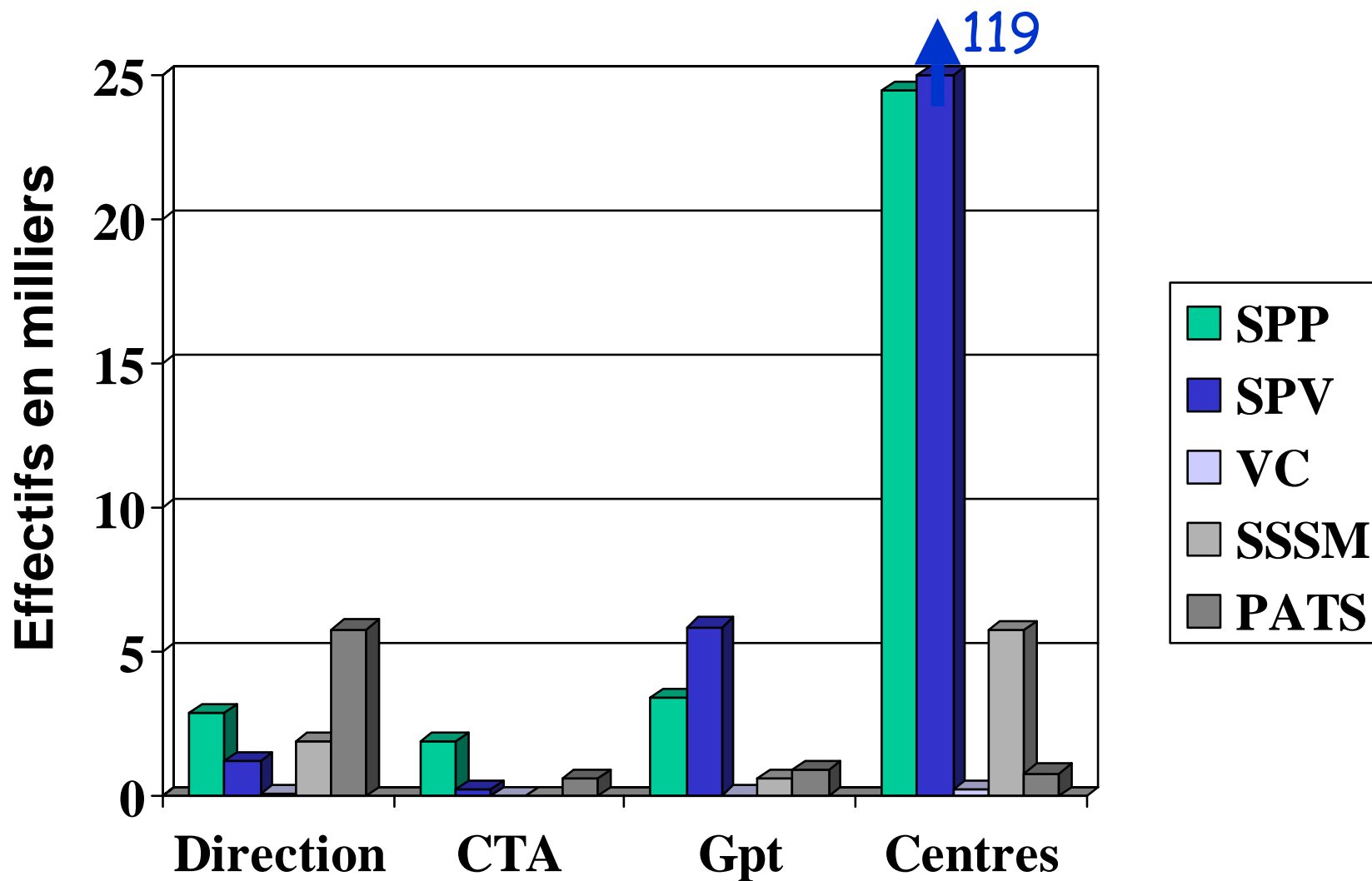
- Les intérêts de la dette représentent 1,23% des dépenses réelles de fonctionnement.
- Pour 2005, l'endettement des SDIS a sensiblement augmenté avec une progression de 16,7% du capital restant dû pour l'ensemble des SDIS considérés.
- Le « capital restant dû » représente en 2005 près de 24,3% des recettes réelles de fonctionnement.
- Le niveau d'endettement reste globalement inférieur à celui des départements avec, pour les SDIS qui se projettent jusqu'en 2009, un « capital restant dû » qui représenterait 34% des RRF de 2009.

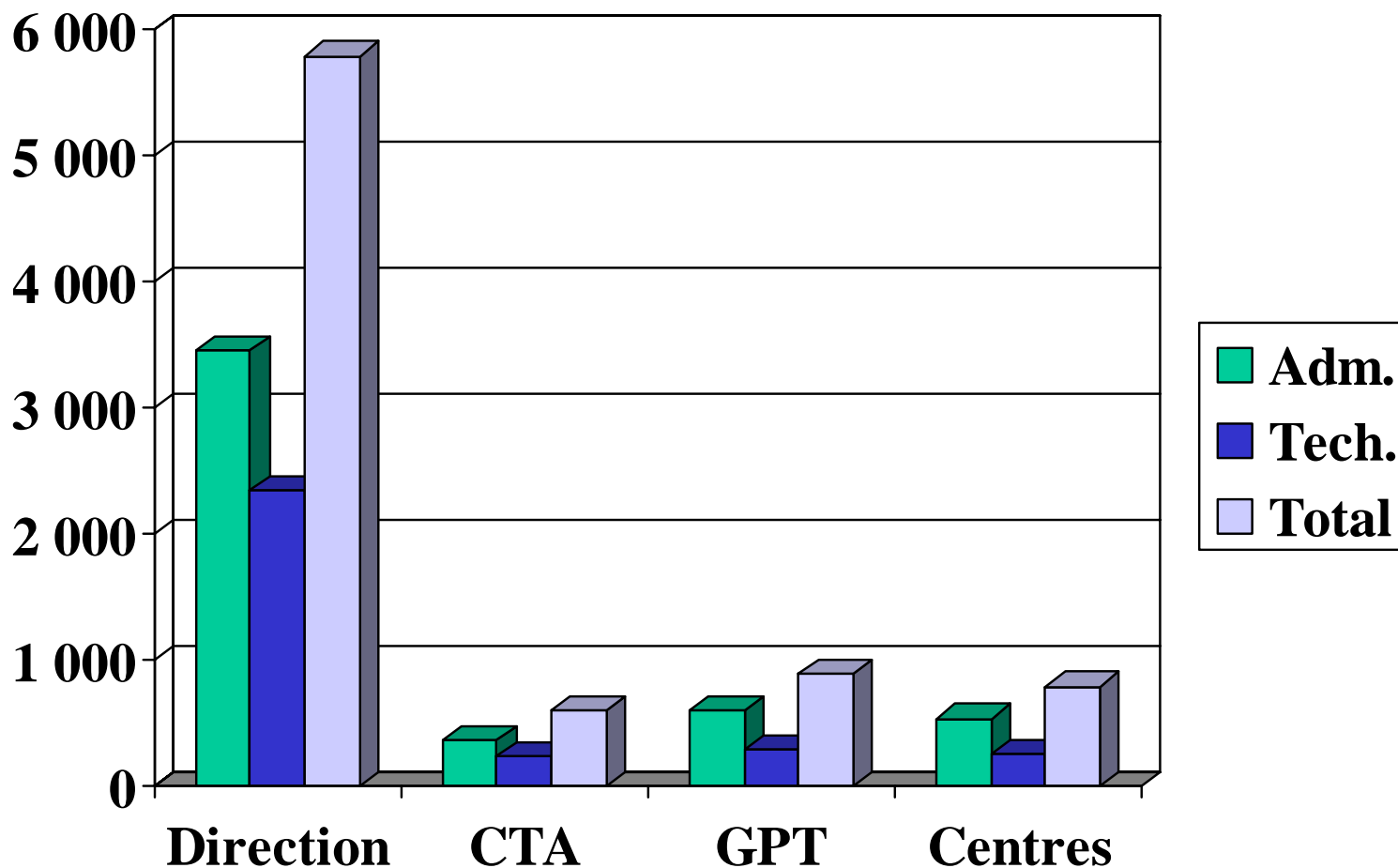




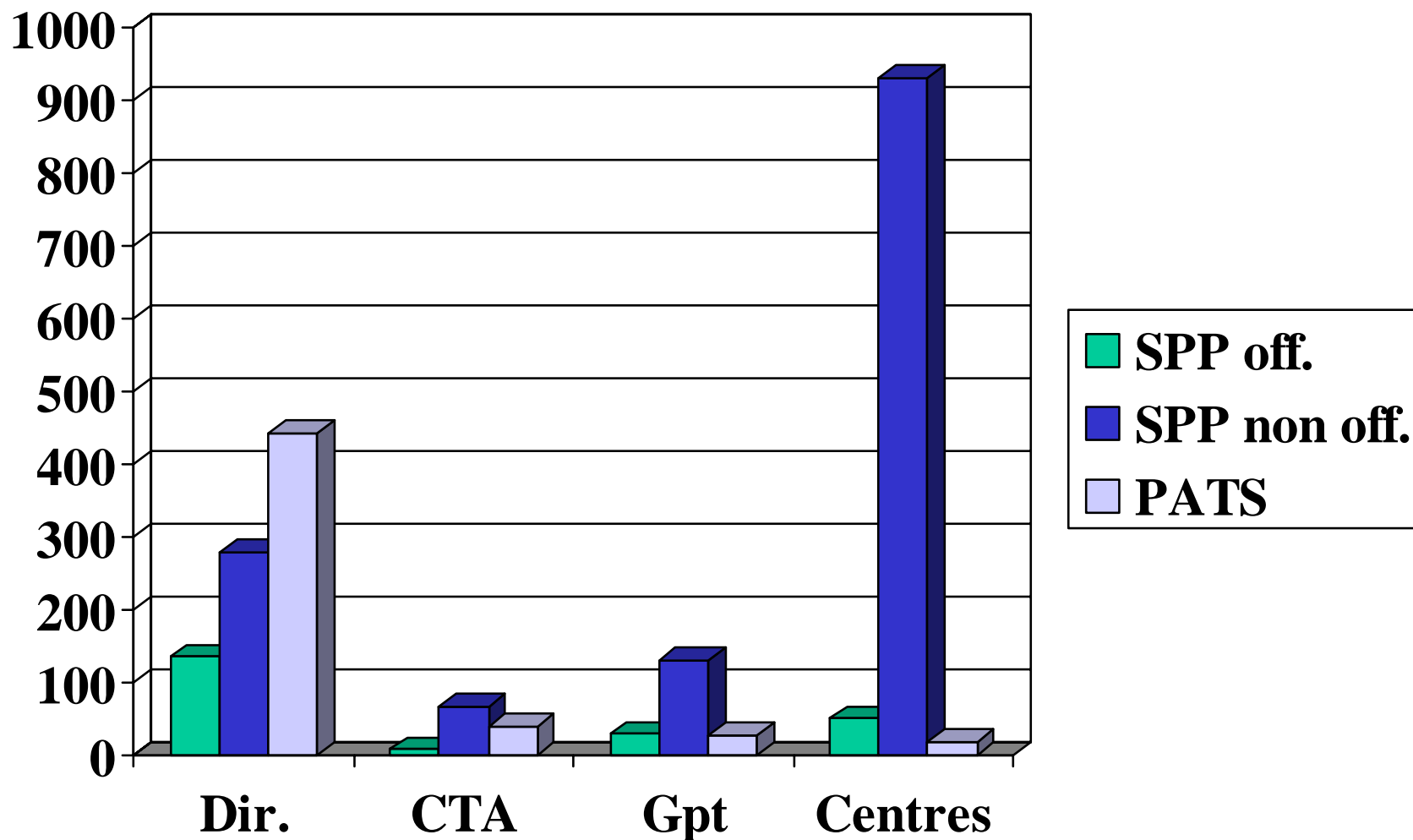
LES RESSOURCES HUMAINES DES SDIS

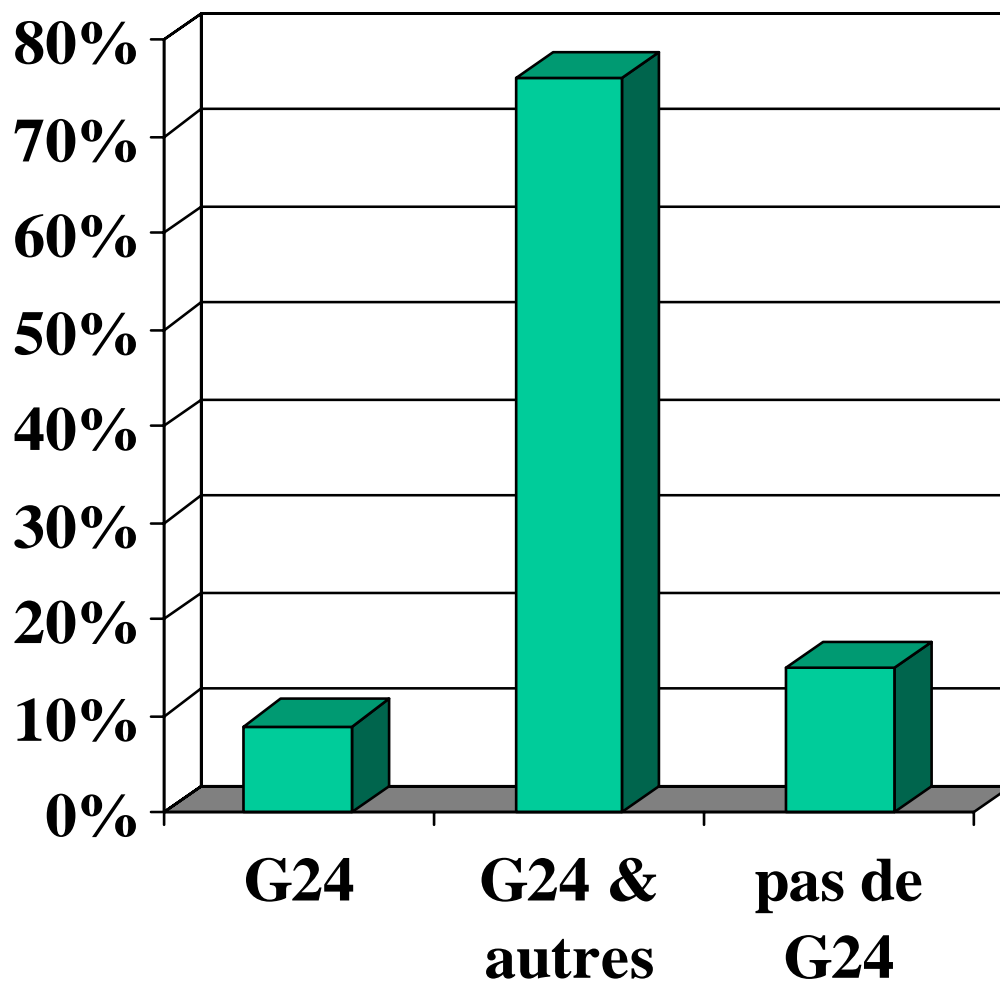






➤ Seulement 46 SDIS ont formellement créé un poste de Directeur Administratif et Financier, préconisé par la loi du 13 Août 2004 (MSC).



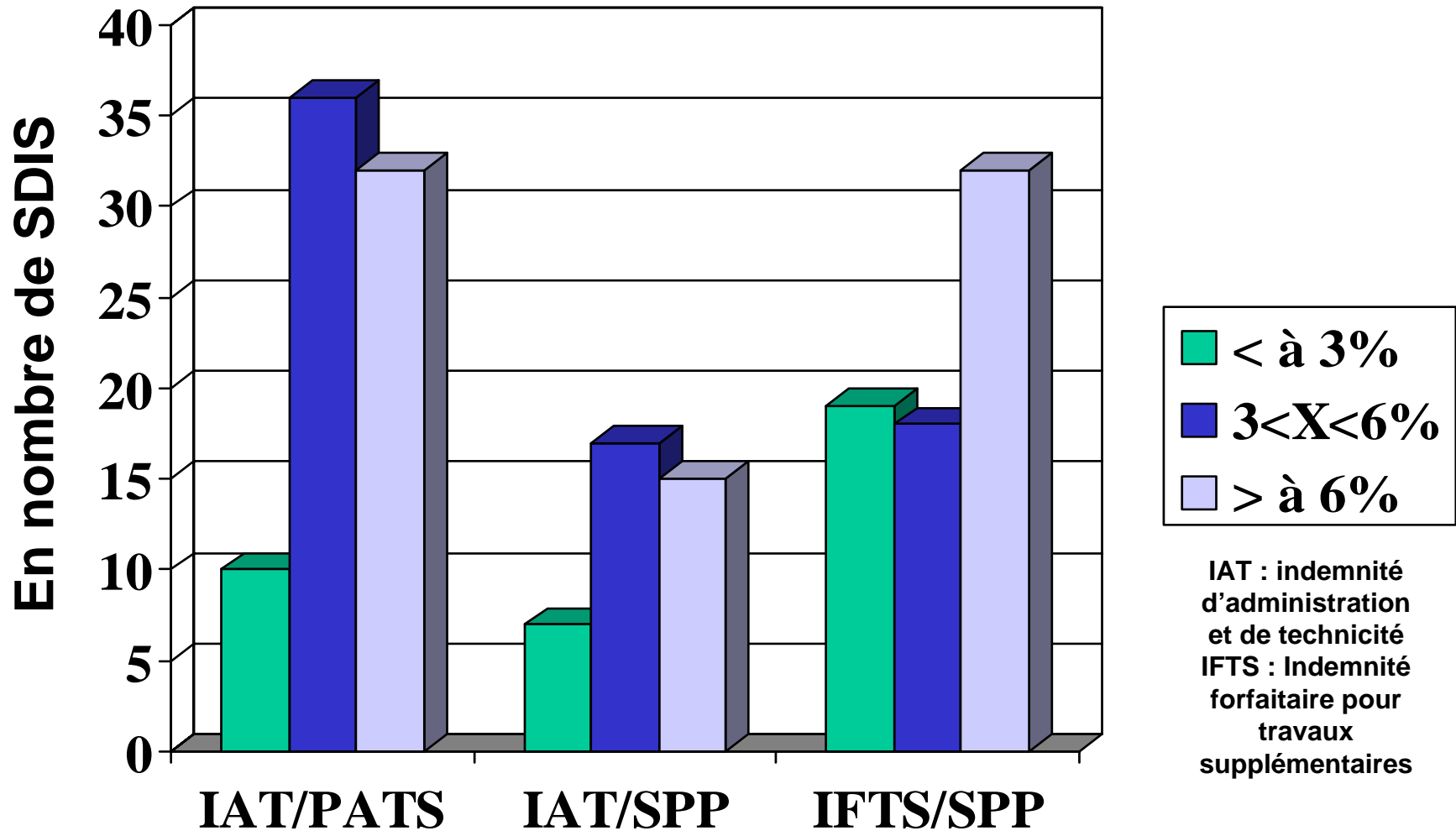


■ En pourcentage de 85 SDIS

G24 : Gardes de 24h comptées selon le décret du 31 Dec 2001 en équivalence heure (97 X G24= 1607h)

Sur 84 SDIS	Nb	%
SDIS souhaitant faire évoluer leur régime de garde <i>Dont SDIS avec des gardes de 24 heures</i>	23 21	27,3%

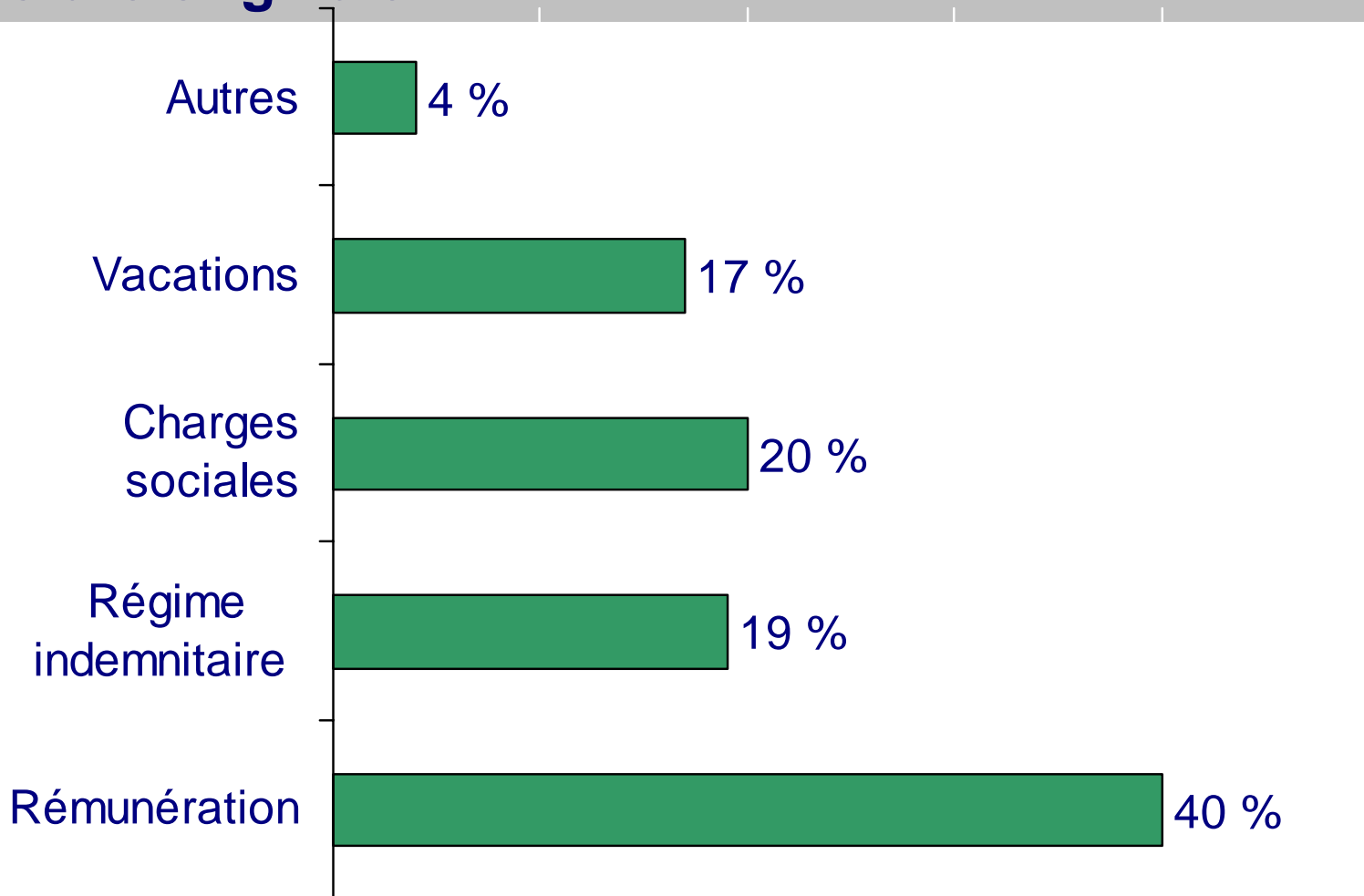
Sur 84 SDIS	Nb	%
SDIS exclusivement en gardes de 24 heures <i>Dont SDIS souhaitant faire évoluer leur régime de garde</i>	8 2	9,5%
SDIS exclusivement en gardes mixtes	6	7,1%
SDIS exclusivement en gardes de 12 heures	1	1,2%
SDIS exclusivement en gardes de 8 heures	0	0%
SDIS pratiquant différents régimes de gardes	69	82,2%



IAT : indemnité d'administration et de technicité
IFTS : Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires

La charge de personnel des SDIS,(compte 012), une structure originale

33



* 84 SDIS ont renseigné cette question

23 SDIS*	2005	2006	2007	2008	2009	Total 06/09
Postes SPP <i>(total cumulé)</i>	10 481	+231 <i>(10 712)</i>	+238 <i>(10 950)</i>	+242 <i>(11 192)</i>	+194 <i>(11 386)</i>	+ 905 <i>(11 386)</i>
Évolution annuelle	-	+2,2%	+2,2%	+2,2%	+1,7%	+8,6%

* Représentant 16,5 millions d'habitants (population DGF 2005).

- Les 23 SDIS qui disposent d'une visibilité sur leurs recrutements de SPP prévoient une évolution à la hausse de leur effectif de 2,2% par an jusqu'en 2008.
- Par projection, on peut estimer à plus de 3 000 le nombre de postes de SPP qui vont être créés entre 2006 et 2009.



LES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

SDIS concernés par un problème de disponibilité de leurs SPV	Jour	Nuit, WE & Jours fériés
	95,2%	20,5%

Gardes et astreintes des volontaires

Taux moyens appliqués	Astreinte	Garde casernée <i>(min/max)</i>		
		Jour	Nuit	WE & JF
	7%	67% <i>(35/100)</i>	66% <i>(35/200)</i>	id. J/N <i>(35/250)</i>

Disponibilité des SPV : quelques réponses

37

Réponse à l'indisponibilité des SPV*	Astreintes Programmées SPV	Gardes casernées SPV	Recrutement de SPP
	87,2%	69,2%	25,6%

* Ou envisageant de le faire ; un même SDIS peut choisir de recourir à l'une, l'autre ou toutes ces solutions à la fois. Sur 78 SDIS ayant répondu aux 3 questions.

Le double engagement : les SPP également SPV

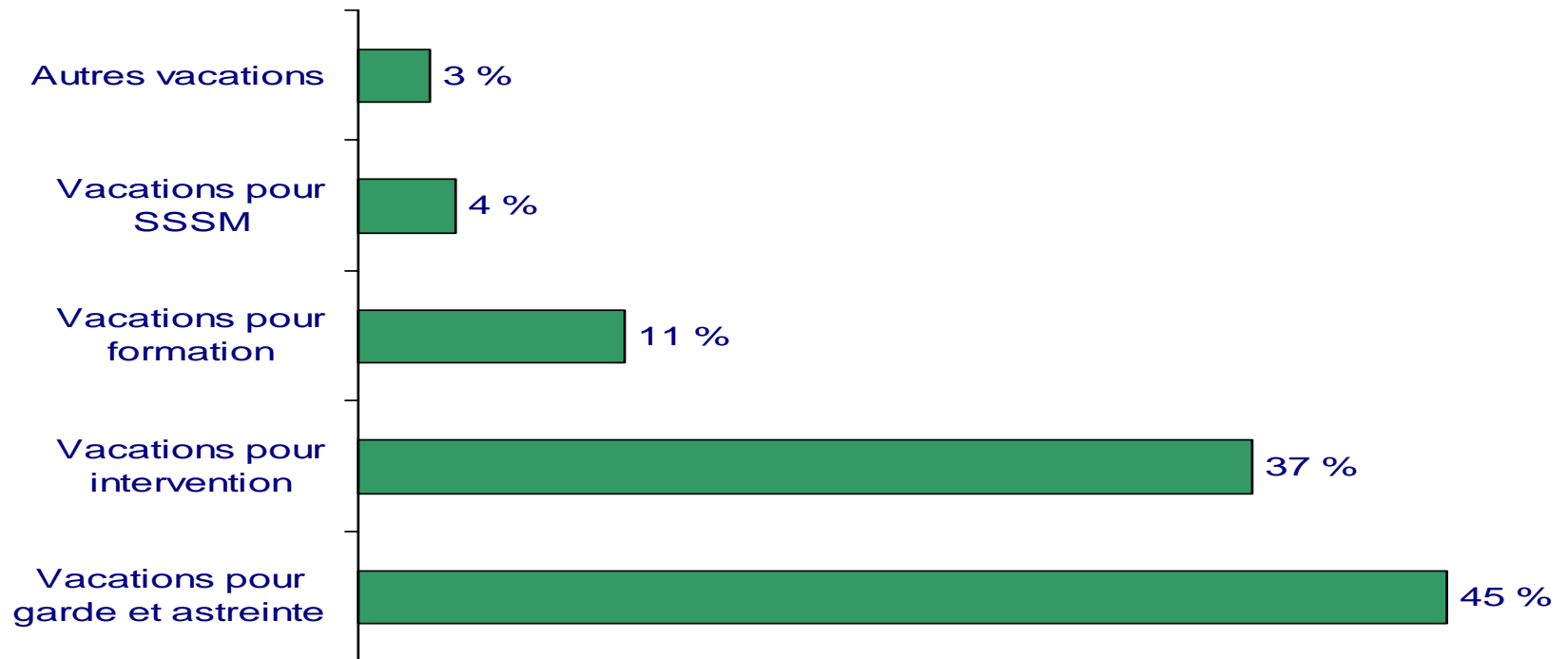
Proportion de SDIS ayant recours à ce dispositif*	Double engagement autorisé par le SDIS	dont obligation du repos de sécurité
	60%	50%

- 52 SDIS autorisent le double engagement sous réserve :
 - ✓ du respect d'un temps de repos de sécurité (46 SDIS),
 - ✓ d'un engagement sur deux centres voire deux départements différents.

Les vacances, un outil au service de la réponse opérationnelle permanente

38

- Les vacances pour intervention représentent 6,4 % du compte 012 (charges de personnel). C'est donc la structure opérationnelle « permanente » qui représente l'essentiel des coûts.

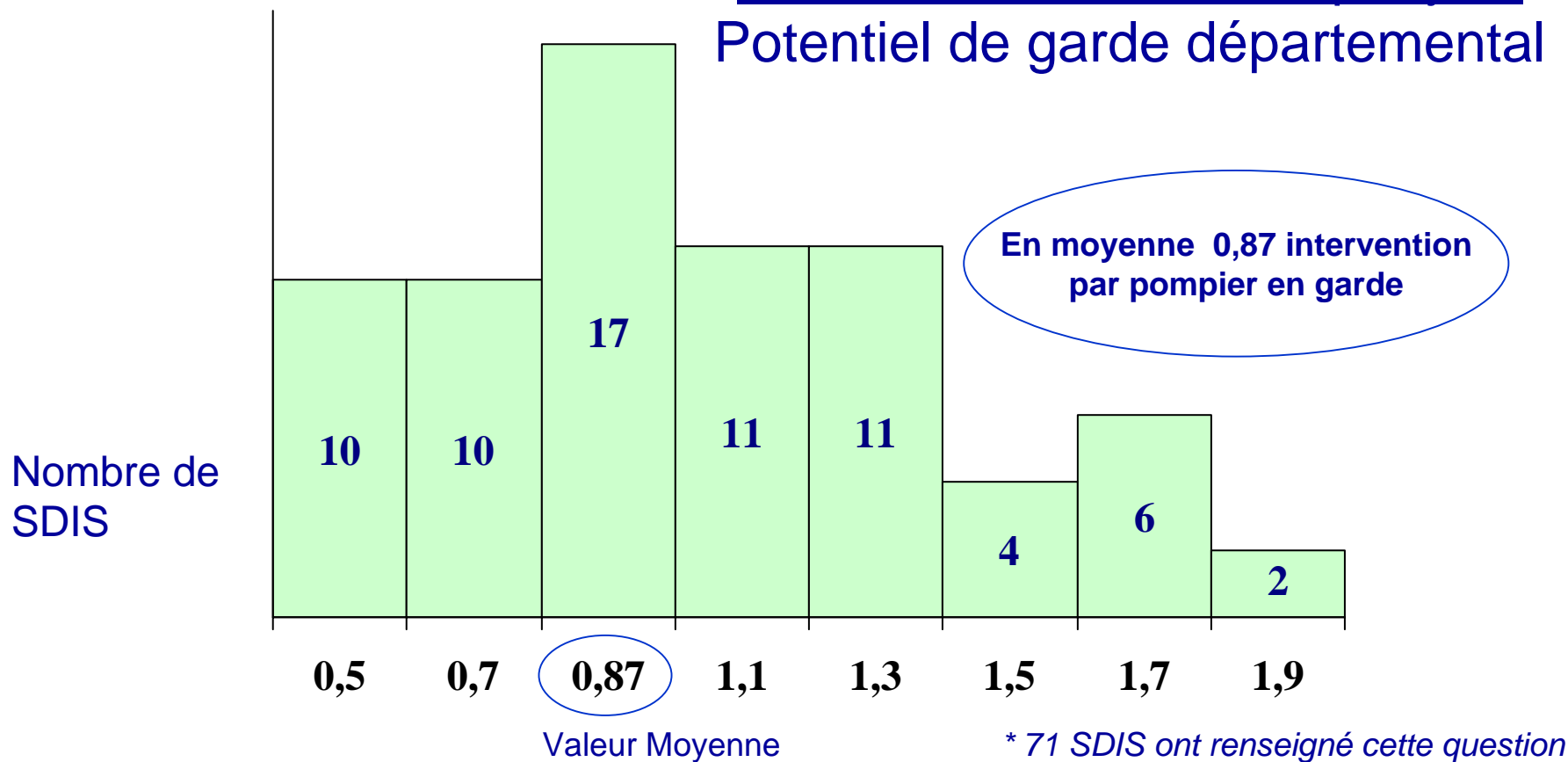


* 69 SDIS ont renseigné cette question

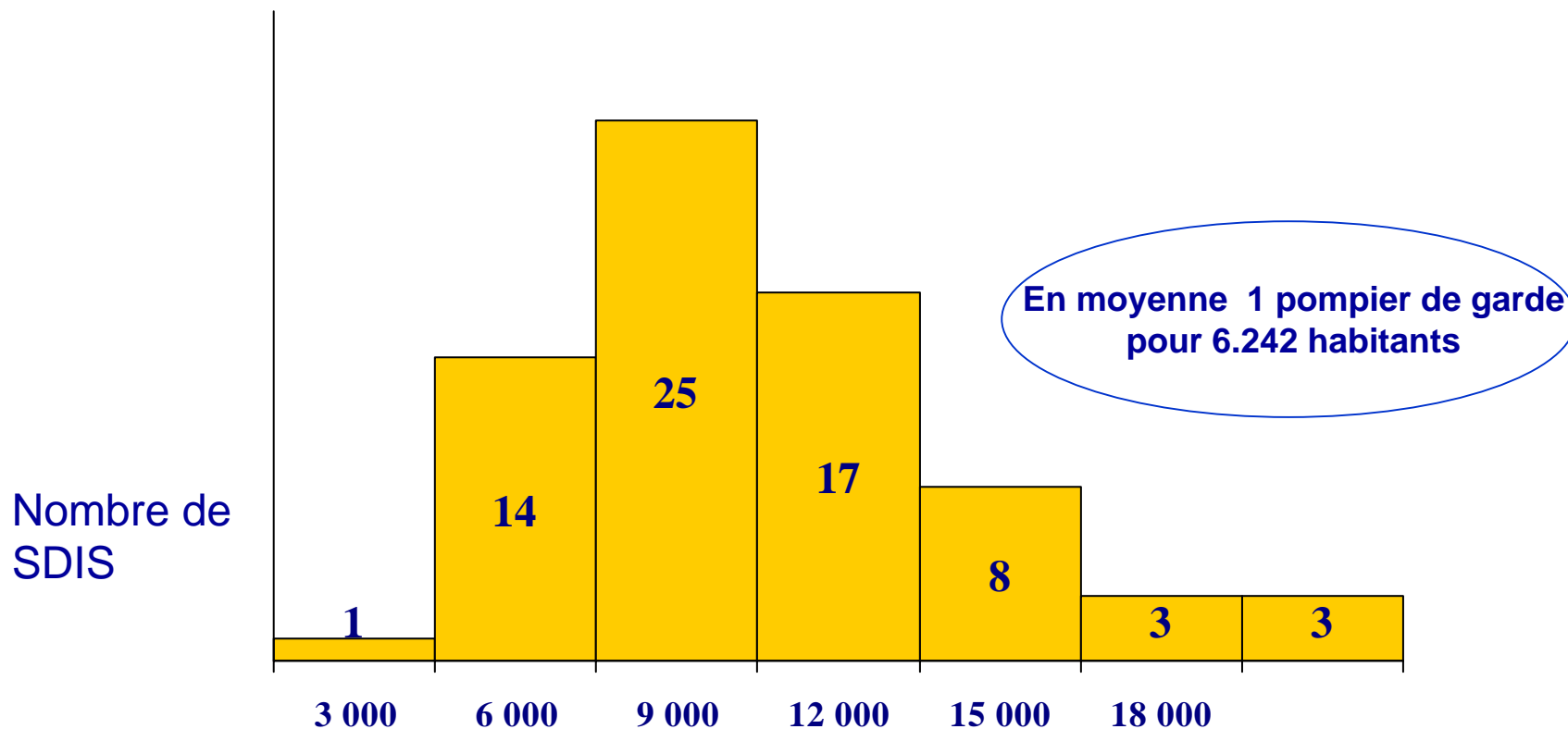
Le potentiel de garde : l'activité du SDIS ramenée à la structure en garde chaque jour

39

Nombre d'interventions par jour Potentiel de garde départemental

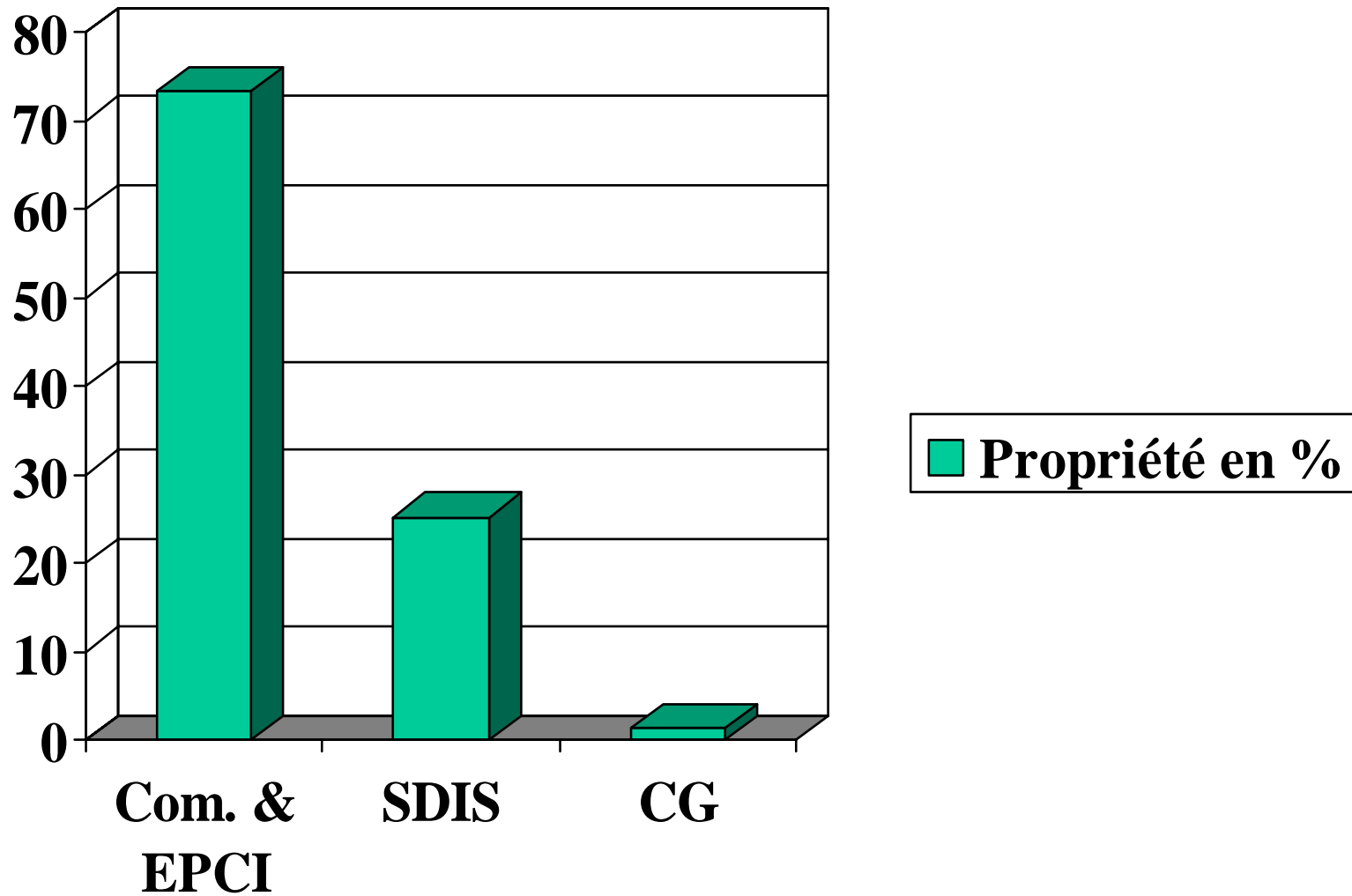


Population touristique Potentiel de garde





L' ORGANISATION TERRITORIALE DES SDIS





CONCLUSIONS DE L'ENQUETE 2006

L'outil "SDIS", structure en mouvement, n'est pas encore consolidé.

- une grande diversité entre les établissements SDIS.
- Le format des SDIS, n'est pas « standardisé ».
- La relation des SDIS avec les conseils généraux est encore à construire.

Une grande diversité d'établissements :

- Inhérente aux réalités historiques et géographiques
- Liée surtout aux décisions propres à chaque SDIS
- Avec l'impact de la saisonnalité de l'activité.